La Commune

Dossier Catalogne : Un référendum historique contre la monarchie

L'intervention en Catalogne des forces répressives de l'État espagnol pour empêcher le référendum pour l'indépendance organisé par la Generalitat a mis à nu la véritable nature de la monarchie : celle d'un pouvoir issu du coup d'État militaire contre la République du 18 juillet 1936 et placé sur les fonts baptismaux par les pactes entre franquistes et dirigeants du PCE et du PSOE. Devant la campagne de désinformation de la dite « communauté internationale » pour occulter les causes de la crise politique ouverte dans l'État espagnol, il faut avant tout rappeler ses origines.

À la différence de la France, la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu en Espagne. La monarchie n'a jamais été capable d'unir les peuples de la péninsule ibérique ; elle les a donc tenus sous son joug jusqu'à nos jours et les a ainsi maintenus soumis à son pouvoir à travers des pactes qui subsistent péniblement.

Une prison des peuples

La question nationale se circonscrit historiquement à la Catalogne, au Pays Basque, à la Galice et aux îles Canaries. Le territoire restant souffre, lui, de carences démocratiques distinctes et essentielles : tel est le cas spécifique de l'Andalousie, où l'existence du latifundium a provoqué la naissance d'un puissant mouvement du prolétariat agricole pendant la IIe République en faveur de la réforme agraire. C'est la tentative de régler la question nationale qui a conduit l'État espagnol à réprimer tous les soulèvements des peuples opprimés.

Le régime politique actuel

Il faut situer son origine dans le renversement de la IIe République perpétré par l'armée et l'Église catholique. Un quarteron de généraux - Franco, Queipo de Llano, Sanjurjo et Mola, soutenus par l'Église, s'appuyant politiquement et militairement sur les impérialistes nazi (Hitler) et fasciste (Mussolini) - furent les artisans d'un coup d'État, couronné finalement par Franco, qui perdure jusqu'à nos jours et qui a causé des millions de morts et d'exilés.

La Constitution monarchiste de 1978

Le régime s'est perpétué, se survivant à lui-même, à travers le roi Juan Carlos Ier, désigné par Franco comme son successeur à la tête de l'État quelques années avant sa mort en 1975. À partir de là, la monarchie, de façon honteuse, et afin de faire barrage aux puissantes mobilisations ouvrières, octroie une constitution issue d'un consensus entre les franquistes et les directions du PCE et du PSOE. Dans cette constitution, la séparation de pouvoirs n'existe pas puisque le chef de l'État n'est pas élu, est inviolable et exonéré de toute responsabilité. Les élections ne donnent qu'un semblant de démocratie, ou plutôt, l'illusion de la démocratie.

L'autonomie est le contraire de l'autodétermination

C'est dans ce cadre-là, qu'en raison de la faiblesse des deux piliers de l'État (Armée et Église) et du fait de l'exacerbation du problème national, il a alors été décidé de vertébrer l'État par des communautés autonomes, érigeant celles-ci en un obstacle majeur à l'aspiration des peuples à la liberté : l'autonomie c'est le contraire de la souveraineté ! On a vu proliférer des autonomies (17 !) là où la question nationale n'avait jamais existé (même à Madrid !) afin d'éluder l'existence des nations opprimées, car la question nationale recouvre la lutte des classes : dans ces nations, les luttes des travailleurs sont étroitement liées aux revendications et aspirations des peuples opprimés.

Un coup d'État permanent

L'importance historique du référendum de ce 1er octobre réside précisément dans le fait que ce qui n'était jamais arrivé pendant la « transition » s'est produit enfin. Pour la première fois, la monarchie héritée du franquisme, incarnée aujourd'hui par le roi Felipe VI, le successeur désigné par le roi Juan Carlos Ier, a été contestée de plein fouet au travers de la question nationale, et, ce, au moment où ce régime anti-démocratique est gangrené par la corruption. Ce régime crypto-franquiste s'est révélé sous son vrai jour.

Face au référendum, avec l'appui d'organisations représentées aux *Cortes* croupions, une campagne de terreur a été orchestrée pour empêcher la population de voter.

La violence de la monarchie

La violence policière dont le monde entier a été témoin le 1er octobre a soulevé de vives inquiétudes dans ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale. Or, elle est une pratique habituelle depuis toujours dans l'État espagnol : toutes les manifestations qui mettent en cause le régime sont systématiquement réprimées partout. Le récent emprisonnement pour des motifs politiques des deux porte-parole de l'ANC et *Omnium Cultural* (Jordi Sanchez et Jordi Cuixart) n'est pas un fait isolé, les prisons espagnoles regorgent de prisonniers politiques.

Mais, malgré cette campagne, les résultats ont été exceptionnels : sur 5.313.564 inscrits on a comptabilisé 2.286.217 votants et, dans les bureaux fermés par la police, 770.000.

90,18% ont voté oui à l'indépendance.

Bien que la communauté internationale ait méprisé ce référendum, le taxant d'antidémocratique, il est l'expression la plus démocratique que l'on ait pu voir dans l'État espagnol depuis la République ! Quelle démocratie invoque cette communauté internationale ? Celle qui bombarda et massacra la population civile de Guernica parce que cette ville était le siège du parlement et du gouvernement basque ?

Tous les problèmes non résolus, en commençant par celui de l'autodétermination, ont donc fait irruption sur le devant de la scène, au milieu d'une crise économique, politique et sociale que la corruption à tous les niveaux des institutions a aggravée.

Dans ce climat politique délétère, le régime a dû manœuvrer, utilisant des forces politiques qui, usées par des années de collaboration avec lui, ont perdu la capacité de gouverner. Ainsi PP, PSOE, *Unidos Podemos* et *Ciudadanos* ont tous répété à l'envi que l'indépendance était illicite et illégitime, précipitant une crise à *Podemos* : Albano Dante Fachín compare Pablo Iglesias à Mariano Rajoy destituant le gouvernement de la *Generalitat*. Pablo Iglesias, en effet, veut dicter la politique de *Podem*, le forçant à former une coalition avec *Catalunya en Comú* pour participer aux élections autonomes du 21 décembre alors que M. Fachín veut les boycotter.

La grève générale convoquée contre la répression du 1er octobre par la CGT-CNT n'a pas reçu l'appui des grandes centrales (CCOO et UGT) qui ont préféré soutenir la « *aturada de pais* » [1] avec les organisations des petits patrons et la *Generalitat*.

Les directions des CCOO-UGT ont ainsi collaboré, une fois de plus, avec le Capital en n'appelant pas à la grève dans les entreprises de l'économie marchande, seule façon d'empêcher le chantage vis-à-vis de la classe ouvrière - plus de 1800 entreprises ont menacé de quitter la Catalogne - et de prendre la tête des revendications démocratiques de tout le peuple, et, surtout, de stopper les contre-réformes que le régime prépare contre le droit au travail et les retraites. Il est donc clairement que les directions de ces deux centrales agissent comme des agents politiques du Capital au sein de la classe ouvrière et sont bel et bien l'obstacle décisif et incontournable à lever pour que la République libre de la Catalogne soit effectivement proclamée.

Vive la République libre de Catalogne !

Visca Catalunya lliure !

Domingo Blaya,
2 novembre 2017

1. aturada de pais : littéralement la pause ou l'arrêt du pays ; les directions des CCOO et UGT, les organisations de petits patrons et la *Generalitat* proposèrent des arrêts de travail partiels et/ou récupérables le 3 octobre par pour protester contre les violences policières, en fait pour casser la grève générale organisée par la CGT-CNT.

~~~~~~~~~~~~~~~

LEXIQUE

PCE : Parti Communiste d'Espagne, né en 1921, actuellement membre de la coalition *Izquierda Unida* (IU, Gauche unie)

PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, né en 1879

Cortes : Parlement espagnol

ANC : Assemblée nationale catalane – organisation de masse qui a pour but l'indépendance politique de la Catalogne

Omnium Cultural : association de défense de la langue catalane et pour la nation catalane

Unidos Podemos : en français : « Unis, nous pouvons » est une coalition électorale espagnole fondée en mai 2016, en prévision des élections générales anticipées du 26 juin 2016, dont le chef de file est Pablo Iglesias.*Unidos Podemos* regroupe principalement *Podemos* et *Izquierda Unida* (IU)

Podemos : en français : « Nous pouvons », né en janvier 2014, dans la foulée du mouvement des Indignés et dont le secrétaire général est Pablo Iglesias

Ciudadanos : littéralement « Citoyens », parti bourgeois conservateur, formé à partir de 2005

Podem : Podemos en Catalogne. Porte- parole : Albano Dante Fachín

Catalunya en Comú : Catalogne en commun

CGT : syndicat libertaire, bien implanté en Catalogne, dans la lignée de la CNT (confédération nationale des travailleurs, syndicat anarchiste puissant avant la fin de la révolution et la guerre civile 1936-1937)

CCOO : syndicat créé dans la clandestinité au début des années 60 – ses dirigeants sont liés au PCE

UGT : syndicat crée en 1888 et affilié au PSOE

Generalitat : gouvernement de la communauté autonome de Catalogne

~~~~~~~~~~~~~~~

ARTICLE 155 de la Constitution de 1978

« - Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné.

- Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

~~~~~~~~~~~~~~~

Notre position :

- Retrait de toutes les forces d'occupation (Guardia Civil, forces « anti-émeutes »)

- Levée de toutes les inculpations, arrêt de toutes les poursuites à l'encontre de dirigeants catalans et militants pour l'indépendance

- Libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers

- Levée de l'application de l'article 155de la Constitution de 1978

- Respect du référendum démocratique du 1er octobre

- Reconnaissance de la République catalane

- A bas la monarchie

- Halte à l'ingérence de l'Union européenne, de Macron, halte aux mandats d'arrêt « européens »

Modifié le samedi 11 novembre 2017

~~~~~~~~~~~~~~~

Voir aussi dans la catégorie Catalogne

Catalogne : La monarchie aux abois

Alors que les poursuites contre les organisateurs du référendum pour l'indépendanc catalane continuent, les élections autonomes décrétées par une monarchie minée par la corruption politique... »

Dossier Catalogne : Un référendum historique contre la monarchie

L'intervention en Catalogne des forces répressives de l'État espagnol pour empêche le référendum pour l'indépendance organisé par la Generalitat a mis à nu la véritab nature de la... »